

POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Wychodzi we środy (po polsku) | Paraissant chaque mercredi (en polonais)
i w soboty (po francusku i po polsku) | et chaque samedi (en français et en polonais)

PRENUMERATA
w Paryżu i na prowincji:
KWARTALNIE..... 12 fr.
PÓLROCZNIE..... 24 fr.
ROCZNIE..... 46 fr.
NUMER ŚRODOWY . 40 c.
NUMER SOBOTNI . 75 c.

Zagranicą:
ROCZNIE..... 50 fr.

TELEFON :
TRUDAINE 61.42

ABONNEMENTS
Paris et Départements :
TROIS MOIS..... 12 fr.
SIX MOIS..... 24 fr.
UN AN..... 46 fr.
NUM. DE MERCREDI 40 c.
NUM. DE SAMEDI... 75 c.

Etranger :
UN AN..... 50 fr.

TELEPHONE :
TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Le rôle actuel de la Pologne

La divulgation d'un traité germano-bolcheviste n'a surpris que les ignorants en matière de politique orientale européenne et les sceptiques qui s'obstinaient à mettre en doute les intrigues allemandes dont nous ne cessons pas dans ce journal de dénoncer le but. La conclusion de ce pacte entre les deux alliés séculaires prouve du moins la réalité du péril et attire maintenant l'attention de certains milieux britanniques qui en niaient l'existence. Cet accord est certes loin de nous réjouir, mais il ne nous incite pas à partager les appréhensions de certains de nos confrères qui lancent dans leur journal des nouvelles alarmistes et qui, envisageant une nouvelle guerre à bref délai, préparent leurs lecteurs à cette redoutable éventualité.

Il suffit d'évoquer le souvenir d'août 1920 quand les hordes de Trotsky atteignant la frontière de la Prusse orientale cherchaient à s'infiltrer dans le couloir de Dantzig. La presse allemande annonçait chaque jour la nouvelle de la prise de Varsovie par les armées rouges et les hobereaux prussiens croyaient déjà que l'heure de la revanche avait sonné. Toutes les sympathies de Berlin allaient aux Soviets, mais le général Weygand rétablit en quelques jours une situation qui semblait irrémédiablement compromise et grâce à la ténacité des armées polonaises, la victoire changea de camp. Que depuis le traité de Brest-Litowsk, qui a consacré la défection moscovite, la Russie soit vendue à l'Allemagne, c'est le secret de Polichinelle. Toute la différence provient de l'aveu cynique de l'alliance entre pangermanistes et bolchevistes.

Le danger d'une jonction militaire russo-allemande a du moins dissipé à Gênes la fausse légende d'impérialisme français et les sentiments d'hostilité anglaise contre nos alliés orientaux. On s'est rendu compte à Londres que, par la densité de sa population et par sa position géographique, la Pologne ne pouvait plus figurer au nombre des « États à intérêts limités ». On paraît aujourd'hui comprendre que, par sa situation politique et économique, cette nation a un rôle de premier ordre à jouer dans l'avenir des relations entre l'Orient et l'Occident et qu'elle est capable de remplir cette mission d'une manière constante.

La délégation polonaise à la Conférence de Gênes avait prévu le complot russo-allemand et n'en a manifesté aucune surprise. Si les représentants de ce pays avaient été invités aux délibérations alliées à la villa Albertis, dont il n'y avait plus lieu de douter puisque les Russes avaient découvert leur jeu et que les Allemands agissaient derrière eux. Il faut souhaiter l'entrée immédiate de la Pologne et des deux Petites-Ententes au Conseil suprême et la participation de tous ces États aux discussions officielles.

M. Skirmunt déclarait récemment que la Pologne s'efforçait de former un bloc unique de la Petite-Entente du Nord, dont elle

est membre, et de la Petite-Entente du Sud, avec qui elle est dans les meilleurs termes. La liaison entre ces deux groupes sera sans doute bientôt une chose effective : ce nouveau bloc comprendra près de 100 millions d'habitants. Uni à la France, à l'Angleterre et à la Belgique, ce groupement des États de l'Europe centrale et orientale consolidera l'œuvre de la victoire commune et veillera à la stricte exécution des traités de Versailles et de Riga qui ont confirmé la débâcle allemande et la défaite des Bolcheviks. La consolidation des frontières polonaises est nécessaire à l'équilibre européen.

Maurice TOUSSAINT.

L'abondance des matières ne nous permet d'insérer dans ce numéro la réponse que le Commandant d'Etchegoyen nous a fait parvenir au sujet de l'article de notre collaborateur M. G. Bienaimé. Cette réponse paraîtra dans notre prochain numéro.

LA RÉDACTION.

Voyage à la frontière Russo-Roumaine

Pendant le séjour que je fis dans cette petite ville bessarabienne, en automne 1912, je pus me lier assez intimement avec un médecin polonais qui avait sa clientèle non loin de là et qui dirigeait un hôpital, récemment fondé par le *ziemstwo*.

Fils d'émigrés polonais, ce médecin était né dans le pays. Il avait grandi parmi la population moldave dont il connaissait parfaitement la langue, les mœurs, les traditions et les aspirations.

Demeuré profondément polonais, malgré qu'il eût fait ses études médicales à Moscou, il avait épousé une Polonaise du Royaume et ses relations de famille étaient uniquement polonaises.

Dans l'hôpital qu'il dirigeait, la plupart des infirmières et des « felczer » étaient polonais. Les médicaments même venaient de Pologne en grande partie.

Ami intime du boyard de l'endroit, il connaissait ses qualités comme ses défauts. Il trouvait exagérée l'importance de la fortune territoriale de son ami, mais il reconnaissait que de cette fortune, son ami ne faisait pas mauvais usage comme tels autres grands propriétaires qui dissipaient de fortes sommes à Pétersbourg ou à l'étranger, s'occupaient à peine de leurs paysans, sauf pour leur faire payer leurs fermages, et se montraient pour la plupart favorables à toutes les mesures de russification du gouvernement tsariste.

Notre boyard au contraire, tout en étant d'une nature indolente, s'intéressait à l'agriculture et à l'élevage ; ses fermes pouvaient servir de modèles aux paysans. De plus, il était assez tiède en matière politique, et tout

en se montrant loyal vis-à-vis du gouvernement, il ne pactisait pas avec les russificateurs du genre Krouchevan, Casso et Pourichkievitch.

— L'œuvre de russification en Bessarabie, me disait mon ami le docteur, se poursuit depuis un siècle exactement, mais heureusement d'une façon irrégulière et parfois incertaine. Il n'y a pas toujours de continuité dans les idées à Pétersbourg, et surtout il n'y a pas de continuité dans les moyens d'action. L'Empire russe est trop vaste, trop démesurément étendu, pour que l'administration puisse poursuivre résolument contre chacune des nombreuses nationalités allogènes annexées par les tsars, une politique de russification efficace.

« Sans doute on s'efforce à Pétersbourg d'imiter les procédés prussiens, tels que Berlin les applique en Posnanie et en Alsace-Lorraine ; mais la force et la persévérance manquent bien souvent pour une œuvre si considérable.

« Cependant, ici tout est russe ou fait mine de l'être, et veut faire croire qu'il l'est. Dans les écoles par exemple, on n'enseigne pas en moldave, mais seulement en russe, langue ignorée des masses paysannes. Il est d'usage d'ailleurs de représenter les tsars comme les bienfaiteurs de la Bessarabie. Ce sont eux qui l'ont sauvée du « jong » ture et qui l'ont conduite dans la « voie du progrès ».

« Toutefois dans les premiers temps de l'occupation russe, les lois, les coutumes et la langue moldaves furent respectées par les autorités tsaristes, ce qui démontre bien le caractère foncièrement moldave du pays bessarabien.

« Plus tard, la lutte contre l'élément moldave éclata ouvertement. Les populations moldaves qui habitent en Ukraine, à l'est de la Bessarabie et en dehors de cette province (districts de Balta, Ananiev, Tiraspol) furent détachées au point de vue religieux de l'évêché roumain de Kichinef. La langue moldave fut remplacée partout par la langue russe et aujourd'hui, non seulement nous n'avons pas de journaux rédigés en roumain, mais les périodiques publiés en Roumanie ne pénètrent que très difficilement en Bessarabie.

« Il apparaît avec évidence que depuis 1848, et surtout depuis 1856, c'est-à-dire depuis que les Provinces Danubiennes, si longtemps occupées par les troupes du général Kisselef, ont été évacuées par les Russes, et que la constitution de l'État roumain est devenue plus certaine, le gouvernement russe, redoutant l'attraction qu'un État roumain indépendant exercerait sur la Bessarabie moldave, précipita son œuvre de russification.

« C'est ainsi que la Bessarabie fut dotée de la plupart des institutions russes et enfermée plus étroitement que jamais dans le cadre de l'État russe.

« La noblesse moldave assimilée à la noblesse russe y trouva son compte. Le clergé moldave lui-même résista fort mal à la russification. Ses séminaires étaient devenus russes ; le rite et la liturgie devinrent égale-

ment russes. Les masses paysannes seules demeurèrent moldaves... mais si ignorantes et souvent même si inconscientes de leur qualité de roumaines ! Un sixième à peine des hommes savent lire et écrire et les neuf dixièmes des femmes moldaves sont illettrées !

« Même, après la révolution avortée de 1905, qui eut au moins pour effet de secouer le torpéur des races innombrables qui peuplent l'Empire russe, la propagande moldave ne put atteindre encore les couches inférieures de la nation. Autour des villes seulement les intellectuels moldaves commencèrent à tourner les yeux vers la Roumanie avec plus d'obstination et d'espoir que par le passé. Quelques journaux en roumain commencèrent à paraître en Bessarabie : en voici un exemple ; mais quelle réserve, quelle crainte constante de la censure et des tribunaux russes !

« Cette année même on célèbre le centenaire de l'annexion de la Bessarabie à l'Empire russe. Il y a cent ans que ce pays fut détaché de la Moldavie dont il faisait partie intégrante. On a pu dire qu'il était arraché aux Turcs, c'est-à-dire aux Infidèles, pour être rattaché à un Etat chrétien. La population bessarabienne est en effet orthodoxe comme le sont les Russes. Mais si les Moldaves de Bessarabie ont pu croire que leur foi et leurs coutumes seraient mieux respectées par les Russes que par les Turcs, ils se sont vite aperçus que le gouvernement russe voulait les dénationaliser et leur faire oublier jusqu'à leur langue maternelle. C'est contre cette tentative qu'ils commencent à lutter sérieusement. »

Ainsi parlait mon ami le docteur en 1912.

Georges BIENAIMÉ.

Conférences...

La mode, en ce moment, est aux conférences. Nous en commémorons beaucoup tous ces temps-ci : tricentenaires de La Fontaine et de Molière, centenaires des premières œuvres de Lamartine et de Vigny, centenaires, également, des débuts de l'agitation générale qui a précédé en Pologne, le soulèvement de 1830. Il semble que notre vieille humanité est si lourde d'Histoire, si appesantie par le Passé qu'elle ne peut plus marcher qu'en mettant indéfiniment les pas dans les pas de ceux qui l'ont devancée... que, dans tous les ordres, littéraire, politique, moral, elle ne sache plus qu'enregistrer ce qui a été fait avant elle, et glorifier ceux qui, plus heureux qu'elle, ont pu créer une œuvre féconde, dans la liberté et l'originalité de leur pensée, en se tournant vers l'immense et rayonnant avenir. Nous nous tournons vers le Passé, et si encore, nous y prenons des leçons de bon sens et de sagesse ! Il est pourtant un centenaire qui passe inaperçu cette année et vers lequel la conférence de Gênes a ramené ma pensée : se rappelle-t-on que c'est en 1822, il y a exactement cent ans, qu'a eu lieu le Congrès de Vérone qui marqua la fin de la Sainte-Alliance ? Ce fut le dernier de ces congrès qui avaient esquissé, au début du dix-neuvième siècle, une espèce de Société des Nations, qui avaient tenté de réaliser, sous le regard rêveur d'Alexandre Ier et sous la férule de Metternich, l'éternelle utopie des Etats-Unis d'Europe... Le Congrès de Vérone montra l'inanité et l'impossibilité de ces chimères. Autour du tapis vert, Chateaubriand, superbe et mélancolique comme toujours, représentait la France. Il l'engagea plus loin que la finesse de Louis XVIII ne l'aurait voulu, en acceptant la tâche proposée par les souverains de la Sainte-Alliance : employer l'armée française à rétablir sur son trône le roi d'Espagne qu'une émeute venait de renverser. Le grand poète, tout

fier d'avoir à jouer un rôle politique, accorda l'aide de la France pour l'accomplissement de cette mission ingrate. Ce fut une faute, mais est-ce que les plénipotentiaires n'en commettent pas toujours ? et ils n'ont pas besoin d'être poètes pour cela.

Cette Sainte-Alliance dont le dernier acte de vitalité fut le congrès de Vérone, manifesta, au début du siècle, un état d'esprit bien curieux. Elle était née du vague mysticisme du tzar Alexandre qui, sous l'influence de Mme de Krudener, voulait, par un pacte solennel entre les souverains, empêcher toute guerre, toute tendance à l'hégémonie d'un peuple quelconque. Dans la forte main de Metternich, ce pacte était devenu une arme dont on pouvait se servir pour lutter contre toutes les tendances insulaires et nationales de l'Allemagne, de la Pologne et de l'Italie. Et comme Metternich était évidemment plus malin qu'Alexandre, c'est à cela en effet que tendirent les différents congrès où la Sainte-Alliance tint ses assises : Aix-la-Chapelle, Vienne, Troppau, Laybach, et enfin Vérone. Mais après celui-ci, un phénomène bien pittoresque se produisit, qui causa l'effondrement de la Sainte-Alliance : les souverains et les gouvernants s'aperçurent que leur haine de la Révolution n'était pas si forte que leurs ambitions nationales et ils se mirent à agir, sous la pression des circonstances, d'une façon diamétralement opposée à leurs principes. Dans la question d'Orient, le tzar, autocrate, qui aurait dû soutenir le sultan, se porta au secours des Grecs révoltés, car il continuait en cela la vieille politique de Pierre le Grand et il voyait le moyen d'ébranler par là l'empire ottoman en procurant des clients à la Russie. D'autre part, l'Angleterre, puissance libérale, réclama hautement le maintien des droits du sultan, car elle ne voulait pas que la Russie, en descendant vers Constantinople, arrivât à devenir une puissance méditerranéenne et à lui barrer la route des Indes. Ainsi la Sainte-Alliance qui souleva tant de légitime indignation, tant de justes fureurs dans les centres polonais, dans tous les milieux libéraux, ne fut pas vaincue ; elle mourut des idées fausses et des sophismes qu'elle portait en elle. Elle fut tuée par un sursaut de l'intérêt national. Cet intérêt national, nous n'avons pas à en juger ici la valeur ou l'opportunité ; il a pu même blesser profondément à cette époque les légitimes aspirations de la Pologne et des autres nations opprimées, mais quoi qu'il en soit, nous devons reconnaître qu'il a triomphé des utopies alors en vogue, qu'il a eu le dernier mot.

Vérone... Gênes ! Que de chemin parcouru en cent ans ! « Monsieur de Chateaubriand » ne représente plus le roi de France, la puissance autrichienne n'est plus, et le petit royaume de Prusse a eu le temps, dans cette période, de goûter toutes les grandeurs et toutes les déchéances... Et la Russie, souveraine dans les congrès de la Sainte-Alliance, a reparu à celui de Gênes, après un silence tragique de cinq ans ! et quel monde elle offre à nos yeux... quelles visions d'horreur et d'anarchie le seul nom de ses ambassadeurs évoque en nous ! Cependant, si nous réfléchissons, sont-ils si différents, dans leur brutalité, leurs exigences et leur volonté de répandre le rêve communiste sur l'Europe, sont-ils si différents, dis-je, des ministres tzaristes d'il y a cent ans ? Au fond, c'est la même race, plus barbare que civilisée, et pour les Polonais, ce sont les mêmes ennemis. Quelque chose est magnifiquement nouveau, pourtant, à cette conférence de Gênes : la présence de l'envoyé polonais. M. Skirmunt prouve que la grande iniquité de l'histoire a été réparée et que la nation, brimée, écrasée par la Sainte-Alliance de jadis s'est relevée plus forte et qu'elle est là, aujourd'hui, pour discuter et pour défendre ses droits.

L'indulgente et souriante Italie reçoit toujours. En 1922, comme en 1822, elle offre ses palais et ses rives enchantées à ceux qui viennent, les yeux encore pleins des brumes du Nord, pour essayer de reconstruire la vieille Europe, l'antique vaisseau qui fait eau de toutes parts et qui porte cependant tout notre héritage : nos dieux et nos foyers. Ce concert européen qui manque d'harmonie, et presque de pain, n'est plus évidemment la Sainte-Alliance d'Alexandre et de Metternich ; les idées qui le dirigent sont même tout à fait opposées aux principes de 1822. Les uns étaient excessifs dans la réaction, les autres le sont dans le libéralisme. Sommes-nous débarrassés d'Alexandre et de Metternich pour tomber sous le joug de Lloyd George et de Lénine ? La guerre, ce manque de succès. Ne pourrait-on pas demeurer dans un juste milieu qui semblerait fort agréable après tant de secousses et qui permettrait de goûter, enfin, les innombrables douceurs de la vie ? La Sainte-Alliance avait voulu refaire à son gré, d'après ses préjugés, la carte de l'Europe, elle avait voulu tout dominer et tout dompter ; elle a échoué, car ce n'est pas autour du tapis vert des conférences que s'organise la vie des nations. On peut dire qu'elle a poussé son dernier soupir, en 1822, sous le beau ciel de l'Italie, où l'on envoie ceux qui vont bientôt mourir. Est-ce un symbole ? Le système des conférences, inauguré depuis la guerre, et qui a donné de si mauvais résultats, l'espèce de Parlement international qu'on veut nous imposer est-il venu aussi chercher à Gênes, en 1922, un suprême rayon de vitalité ? L'intérêt national et le bon sens universel qui sont venus à bout de la Sainte-Alliance d'autrefois n'auront-ils pas enfin raison des rêveries galloises de M. Lloyd George et de l'impérialisme rouge de Lénine ?

Anne-Marie GASZTOWTT.

Les Spoliations commises par les Russes en Pologne de 1772 à 1918

(Enlèvement des trésors artistiques,
historiques, des archives,
des bibliothèques, etc.)

(Fin.)

Après les périodes d'insurrections, les expropriations qui nous occupent atteignirent également, comme nous l'avons déjà dit, les particuliers. La chose allait de pair avec la confiscation des propriétés, dont, après 1831, 2.880 furent confisquées en Lithuanie et 2.600 dans le Royaume ; après 1863, les chiffres des confiscations ne furent pas inférieurs à ceux-ci. Simultanément, on disloqua ou saisit les bibliothèques et collections privées ainsi que les archives de famille. Nous ne pouvons entrer dans l'énumération de tous ces actes de violence et d'arbitraire ; nous nous bornerons au rappel de quelques faits démonstratifs. Parmi les plus précieuses des bibliothèques privées ainsi sabotées, vient, au premier rang, la Bibliothèque de Pulawy des princes Czartoryski, laquelle, en 1824, comptait 16.818 ouvrages polonais et 22.110 étrangers. L'année 1831 vit la ruine de cette belle bibliothèque, car ce qu'il y avait de plus précieux en fait d'imprimés et de manuscrits fut irrémédiablement perdu. La plus grosse partie fut emmenée à Pétersbourg et adjugée à la Bibliothèque de l'Etat-Major Général ; d'autre part, 7.728 volumes furent livrés à la Bibliothèque Impériale Publique ; l'Ermitage dut aussi recevoir quelque chose. Ce qu'on avait pu sauver de la bourrasque fut transporté à Sieniawa, de là à Paris, et enfin, en 1878, à Cracovie (Musée des princes Czartoryski). Il y aurait des choses fort ressemblantes à narrer concernant les collections Plater (dont la bibliothèque fut expé-

B.D.I.C

diée à Pétersbourg toujours à la même Bibliothèque Publique), concernant la Bibliothèque du prince Eustache Sapieha (2.157 volumes qui, en 1832, vinrent rejoindre les autres à la Bibliothèque Publique de Pétersbourg), et concernant beaucoup d'autres. N'oublions pas, d'ailleurs, que le nombre parfois restreint des volumes rafiés correspond, en général, à des pièces uniques, à des exemplaires sans prix.

Le tableau que nous omettons d'esquisser serait incomplet si nous omettions d'attirer l'attention du lecteur sur deux facteurs étroitement corrélatifs de la politique de spoliations et d'expropriations suivie en Pologne par la Russie. D'une part, on démolit les bases de l'administration du pays, par la mainmise sur les archives ; on sape la situation économique de la nation par la confiscation des propriétés ; on ébranle les assises de la tradition nationale par la mise en coupe réglée de tout le patrimoine culturel du pays, par la razzia des bibliothèques et des collections. D'autre part, nous constatons, dans les méthodes de la politique russe, une autre tendance encore, qui est d'ailleurs des plus caractéristiques, notamment, l'annihilation complète de tout élément d'organisation, de tout élément créateur dans le domaine social. La chose se manifeste en toute évidence dans le fait qu'on chasse les Polonais de toutes fonctions et de tous emplois, qu'on les tient strictement à l'écart de tout travail où puissent se former des administrateurs, des fonctionnaires rompus à leur besogne ; on supprime l'autonomie municipale qui aurait pu favoriser la formation des pépinières d'administrateurs. Nous assistons à l'expropriation concomitante des archives municipales qu'on réunit dans les grands centres tels que Varsovie, Wilno, Kiev, Pétersbourg et Moscou. Par le même temps, on met à sac les collections publiques rassemblées dans cet esprit ; car, comment pourrait-on expliquer autrement la confiscation, en 1833, de la Bibliothèque du Conseil d'Etat, celle, en 1871, de la Bibliothèque de la Commission juridique de Varsovie, la confiscation des collections de la Municipalité de Varsovie, etc.

Parallèlement, c'était l'invasion du pays par des nuées de fonctionnaires russes venus du fond de la Russie et le transfert vers les provinces les plus reculées de l'Empire de ceux des Polonais qui désiraient suivre la carrière administrative.

L'autre moyen d'action des autorités russes était de propager la lutte religieuse. Ce sont là des faits connus, tels la conversion par force des uniates, le projet de résection de la région de Chelm, la propagande schismatique en Galicie Orientale. Mais ce qui est moins connu du public, c'est l'épilogue de cette activité dans le domaine religieux dont le gouvernement de Lublin fut le théâtre. La chose débutait par l'ère de persécutions des uniates de Podlachie et de Chelm ; en 1874, on enleva de l'église de Chelm, pour l'installer à l'Arsenal de Moscou, le fameux antepedium d'argent représentant le service de grâce célébré devant l'image de Notre-Dame de Chelm à l'occasion de la victoire remportée par les armées polonaises sur les cosaques à Beresteczko en 1651. En 1887, on confisque la Bibliothèque des Dominicains à Lublin ; on la partage entre la Bibliothèque Publique de Pétersbourg et la Bibliothèque du Département des Cultes hétérodoxes. Cette confiscation signifiait clairement qu'on voulait par là mettre dans le même sac la région de Chelm avec celles des provinces annexées dites de Russie Occidentale (bien que n'étant pas russes) qui confinent à l'est à la Pologne. On trouve une confirmation de cette assertion dans le fait du transfert, cette même année 1887, des archives du pays de Lublin aux archives centrales de Wilno où furent également déposées les archives de la Podlachie (gouvernement de Siedlce).

Pendant la guerre mondiale, lors de l'évacuation russe, nous avons vu le couronnement de tant de beau travail en fait d'expropriation et de spoliation. Ainsi, en 1914-1915, les Russes emportèrent beaucoup de pièces très précieuses des

anciennes archives de Varsovie et de Wilno, déménagèrent les derniers reliquats des souvenirs historiques de nombreuses villes, sans excepter Varsovie ni Wilno, enlevèrent quantité de cloches, et enfin emmenèrent avec eux force dossiers, actes, registres concernant l'administration courante du pays. Il ne nous est guère possible d'énumérer ici tout ce qui a été emporté, il suffira de rappeler que des centaines de wagons furent employés à ces évacuations de guerre. Mais ces agissements ne se limitèrent pas aux territoires du Royaume et des provinces annexées. On se préparait à des évacuations du même genre sur le terrain de la Galicie Orientale, temporairement occupée. Dans ce but, on avait adjoint à l'état-major de l'armée russe des délégués, envoyés par les institutions scientifiques de Pétersbourg, et chargés de préparer des rapports *ad hoc*. La retraite précipitée des Russes, en 1915, empêcha, partiellement tout au moins, la réalisation de si beaux projets ; néanmoins, les détrousseurs avaient eu le temps de piller par exemple les archives du gouvernement (archiwum namiestnictwa) à Lwow, d'où ils emportèrent des pièces de valeur en fait d'archives et de livres.

K. SOCHANIEWICZ,
Docteur en philosophie,
Archiviste de l'Etat.

BULLETIN

(Agence Télégraphique de l'Est.)
« Ajencja Telegraficzna Wschodnia »
42, rue du Helder.

La famine s'étend en Russie Méridionale.

La *Pravda* remarque que, sous l'influence de la famine, les dispositions des ouvriers prennent une tournure inquiétante. Selon le journal, les mois d'été seront particulièrement durs. Le choléra s'étend dans la Russie Méridionale avec une vitesse vertigineuse.

Le service militaire en Russie.

Les *Izwiestia* déclarent que la période de deux ans est insuffisante pour assurer l'instruction minima des recrues et qu'elle doit être prolongée de six mois consacrés à une instruction supplémentaire.

Les menées allemandes.

On annonce de source sûre qu'un train allemand chargé de canons et de munitions est arrivé à Gleiwitz. Tout ce matériel a été déposé dans le voisinage des usines. On émet généralement l'opinion que ces préparatifs sont faits par les Allemands dans le but de provoquer des émeutes en Haute-Silésie pour en faire incomber la responsabilité aux Polonais. Ces émeutes donneraient l'occasion à l'Orgesch d'intervenir, mais en dépit de toutes les provocations allemandes, la population polonaise ne s'est pas départie du calme qu'elle a observé jusqu'à présent.

Une protestation contre les assassinats politiques.

En signe de réprobation de l'assassinat du docteur Styczynski, les cheminots de toutes les lignes de chemins de fer de la Haute-Silésie ont fait grève pendant une heure, samedi dernier, de 11 heures à midi.

Le « Don National ».

Un communiqué officiel du gouvernement fait connaître que, jusqu'au 15 avril, l'impôt extraordinaire du « Don National » a produit 36 milliards de marks, soit 45 % de la somme prévue dans le budget de 1922.

Les représentants des légations étrangères à Cracovie.

Les représentants des légations étrangères ont fait un séjour à Cracovie, au cours duquel ils ont assisté à de nombreuses réceptions. Le général Dupont, chef de la mission militaire française à Varsovie, y a participé.

DERNIERS COURS DES VALEURS PÉTROLIFÈRES DE GALICIE

PARIS, 26 avril 1922.

Actions	Parts	
153	980	Silva Plana.
82	—	Boryslaw.
125	277	Franco-polonaise.
399	285	Ratoczyn.
454	176	Wankowa.
268	—	Potok.

LILLE, 25 avril 1922.

Actions	Parts	
294	297 25	Dąbrowa.
229	420	Grabownika.
211	105	Industrielle Pologne.
396	4.695	Karpathes.
132	173	Zagórz.

EMPRUNT POLONAIS 1920 BONS 4 %

77^e tirage d'un million

du 15 avril 1922

Numéro gagnant : 4.589.735

ACHAT & VENTE

de Gardes-Robes Neuves et d'Occasion

Linge-Chaussures-Valises-

- Bijoux et Objets d'Art -

SI VOUS VOULEZ VOUS

HABILLER A BON MARCHÉ

allez

"AU PETIT TEMPLE"

6, rue Vercingétorix, métro Edgar-Quinet

ouvert les dimanches

Location d'Habits, Redingotes,

Smokings à prix très bas.

CAFÉ du PARNASSE

Beau local. — Rendez-vous des Peintres et Sculpteurs de toute nationalité.
Exposition permanente de tableaux.

403, boul^d du Montparnasse — Tél. Fleurus 21-34.

"L'EST EUROPÉEN"

REVUE BI-MENSUELLE ILLUSTRÉE DES QUESTIONS POLITIQUES ÉCONOMIQUES, HISTORIQUES ET INTELLECTUELLES

DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

traite tous les grands sujets de la politique, informe d'une façon impartiale de tous les événements dans l'Est et dans le Sud-Est Européen, consacre une attention toute spéciale aux questions économiques, donne des études historiques et ethnographiques approfondies, reproduit le texte de documents officiels ayant trait à la politique orientale.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

21, Rue Nowy Świat, 21

VARSOVIE — POLOGNE

Représentant pour la France
Administration de la revue "Polonia"
3 bis, rue La Bruyère — PARIS (IX)

ABONNEMENT :

un an, 6 mois, 3 mois.

Occident 48, 24, 12 fr. franc.
Est et Sud-Est de l'Europe 6000, 3000, 1500 mk. pol.

PRIX DU NUMÉRO :

Dans les pays de l'Occident 2 fr. franc.
Dans les pays de l'Est et du Sud-Est de l'Europe 300 mk. pol.

MEMENTO

Trzeci tydzień w Genui.

Konferencja genuńska trzeci już tydzień daje widowi-ko niesłychanie kosztowne dla wszystkich państw tam reprezentowanych. W chwili, gdy te słowa piszemy, sytuacja przedstawia się tak, że o ile komisja ekonomiczna zdaje się wejść na dobrą drogę i jej postanowienia o poprawie waluty i bliskim zwołaniu zjazdu banków emisyjnych wszystkich państw, oraz zjazdu kolejowego, mają charakter czegoś pozytywnego, co może przynieść owoce, o tyle komisja polityczna, innemi słowy komisja dla załatwienia kwestji rosyjskiej, buja po obłokach coraz bardziej fantastycznych, a główny macher konferencji, Lloyd George, już nie ma umię, ani w powzięciu wyprawy bardzo karkołomne pniuety.

Takim piruetem najświeższym jest jego projekt powszechnego **Paktu** pokojowego, mającego związać wszystkie nacje w jedną rodzinę. Nie wystarcza mu do tego Liga Narodów, bo do niej nie należą jego pupilki, Niemcy i Sowiety, więc stąd pomysł owego paktu, obejmującego i Berlin i Moskwę.

Że jednak Europa ciągle jeszcze nie dowierza i jednym i drugim, zatem Lloyd George krótko i wężłowato poręczył, że i Niemcy i Moskwa są to dwa narody najbardziej pokojowo usposobione, jak tylko można pomyśleć.

Trzeba być tak zblazowanym, jak jest nią dzisiejsza Europa, żeby po takim oświadczeniu nie pokazać Lloydowi George'owi drzwi i słuchać dalej jego nonsensów.

Wtorkowy *Temps* rozstrząsając sytuację, powiada wyraźnie i naszym zdaniem zupełnie słusznie, że Europa znalazła się na rozstajnych drogach, gdzie trzeba wybrać albo kierunek, wskazywany przez Lloyda George'a, albo drugi, który wskazuje premier francuski Poincaré. — Na czem polega system Lloyd George'a? zapytuje *Temps* we wspomnianym artykule, zatytułowanym **Wojna czy pokój?** A oto odpowiedź.

«W roku 1919 Lloyd George, jako przedstawiciel parlamentu, który kazał wybrać na zasadach ultra-patriotycznych, zmienia nagle front podczas zawierania Traktatu Wersalskiego i pozostawia Niemcom mnóstwo furtek, z których oni od tego czasu niejednokrotnie korzystali.

«W roku 1920 Lloyd George nakłania Polskę, najechaną przez bolszewików, do podpisania z

nimi pokoju, któryby był wydał ją zupełnie na ich pastwę.

«W r. 1921 Lloyd George podtrzymuje gwałtownie Niemcy w sprawie górnośląskiej, co mu się zresztą — nie zupełnie udało. W tymże samym roku narzuca Francji pod pretekstem załatwienia kwestji odszkodowań niemieckich, osławiony układ londyński, przeciw któremu on sam od następnej jesieni prowadzi knowania. W odosobnieniu prowadzi układy z bolszewikami, wyobrażając sobie, że zrujnowana Rosja wzbogaci Anglię.

«W r. 1922 Lloyd George zwołuje do Genui konferencję, na której obejmuje przewodniczącym na przewodnich rokowańach z Niemcami i Sowietaami. Otrzymawszy na samym wstępie policzek w postaci traktatu w Rapallo, wpada stąd we wściekłość przeciw... Francji. Na zebraniu przedstawicielei Wielkiej i Małej Ententy w dniu 23 kwietnia oświadcza, że Anglja jest gotowa zerwać dotychczasowe przymierza. W odpowiedzi delegat francuski, min. Barthou, widząc, że Lloyd George szuka tylko pretekstu do zerwania, sądzi, że tego pretekstu nie należy mu dać i odpowiada w tonie umiarkowanym.

System Lloyd George'a, zdaniem francuskiego organu, prowadzi do zerwania Ententy, a na wypadek pokonania Francji do podziału Europy między Anglię, Niemcy i Rosję, a w następstwie do koalicji niemiecko-rosyjskiej przeciw Anglii. Oczywiście, to wszystko może się stać dopiero po krwawej wojnie, bo zwłaszcza państwa nowo powstałe, drogo sprzedadzą swą niedawno odzyskaną niepodległość. Dlatego system Lloyd George'a prowadzi do wojny, mimo wszystkich pokojowych humbugów angielskiego premiera, gdy natomiast system Francji i Poincaré'go mimo ujadów niemiecko-bolszewickich, a za jej przykładem prasy włoskiej i częściowo angielskiej, prowadzi do pokoju, bo Francja — jak to oświadczył p. Poincaré w Bar-le-Duc w przemówieniu niedzielnym, gotowa jest za wszelką cenę bronić Traktatu Wersalskiego, nawet gdyby sama została. Ale Francja wie dobrze i potwierdzili to w Genui przedstawiciele Małej Ententy, łącznie z min. Skirmuntem, że cała Europa środkowa stanie za nią, jak jeden mąż, bo wszystkie te państwa wiedzą dobrze, czem pachnie hegemonja niemiecko-bolszewicka.

K. MIR.

Raport komisji finansowej

na konferencji w Genui w sprawie ustalenia walut

Podkomitet komisji finansowej przedłożył raport gospodarczego komitetu ekspertów w sprawie waluty. Raport komitetu ekspertów brzmi jak następuje:

Art. 1-szy. Głównym warunkiem gospodarczej odbudowy Europy jest, aby każdy kraj osiągnął stabilizację swej waluty.

Art. 2-gi. Banki a w szczególności banki emisyjne kierować się muszą wytyczniami rozumnej polityki finansowej i muszą być wolne od wszelkich presyj politycznych. W krajach, w których dotychczas niema centralnych banków emisyjnych, maja być one utworzone.

Art. 3-ci. Zarządzenia, zmierzające do reformy waluty, mogą osiągnąć pomyślny skutek, jeżeli dojdzie w praktyce do stałego współdziałania pomiędzy bankami emisyjnymi. Współdziałanie to powinno się rozciągnąć nie tylko na Europę i doprowadzić do ujednostajnienia działalności banków bez ograniczenia jednakże swobody każdego z nich. Dla zbadania zarządzeń, zmierzających do osiągnięcia powyższego celu, należy zwołać zebranie przedstawicieli banków centralnych.

Art. 4-ty. Pożądane jest aby waluty wszystkich krajów europejskich były oparte na wspólnej podstawie.

Art. 5-ty. Złoto jest jedyną, wspólną podstawą, która mogłyby przyjąć wszystkie kraje europejskie.

Art. 6-ty. Byłoby pożądane, aby rządy państw europejskich wypowiedziały się, w jakim termi-

nie mogą ustalić podstawę złotą swej waluty, oraz kiedy mogłyby się porozumieć w tej kwestji.

Art. 7-my. Najważniejsza forma polega na finansowaniu corocznych budżetów państw bez zaciągnięcia kredytów, nie mających pokrycia. Zmniejszenie wydatków państwowych jest jedynym środkiem prowadzącym do celu, należy jednak stwierdzić, że w krajach o tak wielkim deficycie, iż osiągnięcie równowagi budżetowej bez zaciągnięcia pożyczki zagranicznej jest niemożliwe, stabilizacji waluty nie da się osiągnąć.

Art. 8-my. Najbliższe zarządzenie powinno polegać na ustaleniu wartości złotej jednostki pieniężnej. Zarządzenie to może być w każdym kraju wprowadzone w życie dopiero wtedy, gdy pozwolą na to warunki ekonomiczne.

Art. 9-ty Kraje mogą być same w możności ustalenia podstawy złotej, jednakże rzeczywiste utrzymanie się przy jednostce pieniężnej byłoby poparte nie tylko w drodze proponowanej pomocy banków centralnych, lecz także przez międzynarodową konwencję, któraby miała być zawartą w stosownej chwili. Celem tego porozumienia musi być scentralizowanie i skoordynowanie popytu na złoto. Powinny być wydane pewne zarządzenia w celu ekonomicznej regulacji obrotu pieniądza przy pomocy wprowadzenia rezerw w formie fundusów zewnętrznych. Zarządzenia te mogą przybrać formę gold exchange standard albo też formę międzynarodowej centrali kompensacyjnej.

Art. 10-ty. Udział w wymienionej konwencji walutowej byłby powszechny w Europie. Lecz im liczniejszy byłby ten udział, tem pewniejszy byłby sukces. W każdym razie projekt ten i stabilizacja jednostki walutowej weszłyby w życie przy porozumieniu się w sprawie wytycznych między Europą a Stanami Zjednoczonymi, o ileby państwa, biorące udział w tej konwencji i Stany Zjednoczone przyjęły tę samą podstawę złota.

Art. 11-ty. Byłoby pożądane, aby porozumienie doprowadziło do stworzenia podstaw międzynarodowej konwencji, przewidzianej w art. 9 oraz, aby je przedłożono zebraniu banków, o którym mowa w art. 3.

Podstawa złota.

1. Rządy państw uczestniczących oświadczają, że ich celem jest stworzenie nowej podstawy i wolać się przeprowadzić jaknajszerszy następujący program: a) celem utrzymania faktycznej kontroli nad własną walutą, ma każde państwo obliczać swoje roczne wydatki, nie biorąc pod uwagę kredytów bankowych; b) następnym krokiem ma być ustalenie wartości złotej jednostki walutowej, skoro położenie gospodarcze na to pozwoli. Nie jest konieczne, aby to ustalenie nastąpiło na podstawie dawnego parytetu złota; c) w ten sposób ustalona wartość złota ma faktycznie istnieć w wolnym obrocie; d) utrzymanie waluty na poziomie wartości w złocie ma być zagwarantowane złożeniem stosownych rezerw i odpowiednich aktywów.

2. Gdy warunki na to pozwolą, będą mogły państwa uczestniczące zezwolić na wolny obrót złotem.

3. Każde państwo, uczestniczące, będzie mogło prócz ewentualnej rezerwy złota w swoim własnym państwie, utrzymywać także i w innych uczestniczących państwach odpowiednie aktywy w formie efektów i t. p.

4. Każde uczestniczące państwo będzie mogło skupować waluty innych uczestniczących państw i sprzedawać je w obrocie wekslowym w przepisanych ramach.

5. Konwencja ma być ugruntowana na podstawie Gold Exchange Standard a warunkiem dalszym trwania konwencji ma być pozostanie przy przepisanej wartości narodowej jednostki walutowej.

6. Każdy kraj będzie odpowiadał za utrzymanie międzynarodowej wartości własnej waluty na stopie al pari, przyczem wolno mu korzystać ze środków potrzebnych do tego czy to za pomocą zaciągania kredytów przez banki centralne, czy też w jakiejkolwiek innej formie.

7) Kredyt ma być uregulowany nie tylko ze względu na to, ażeby utrzymywać parytet walutowy, lecz także, ażeby uniknąć fluktuacji.

**

Poprawka polska.

W podkomisji walutowej rzeczoznawca polski Jastrzębski wniósł zapowiedziane na posiedzeniu poprzednim podkomisji uwagi piśmienne do poprawki, którą wniósł delegat angielski sir Robert Horne do artykułu 39 projektu. Poprawka rzeczoznawcy Jastrzębskiego uwydatnia trudności wykonania w praktyce projektu angielskiego bez uprzedniego rozstrzygnięcia sprawy kredytów. Poprawka eksperta polskiego była przyjęta życzliwie przez delegatów Anglii i Francji. Zdaniem ich poprawka stanowi cenny przyczynek do sprawy rozwiązania tego zawilego problemu.

Ostatnie wieści z Genui

Czeski delegat Benesz proponuje nowy **Pakt**, dla którego spodziewa się pozyskać i Sowiety i Niemcy, te ostatnie za cenę nieinterwencji francuskiej nad Renem.

Cziczerin wystosował grubszą notę do min. Skirmunta, oskarżając Polskę o zdradę Traktatu w Rydze z dnia 18 marca 1921 roku, oraz układu w Rydze z dnia 30 marca 1922 r., a to przez podpisanie zbiorowej noty Aljantów, żądającej od Niemców unieważnienia traktatu w Rapallo. Min. Skirmunt w odpowiedzi przywołał Cziczerina do porządku, zbijając punkt po punkcie niesłuszne oskarżenia rosyjskie.

Na wniosek Lloyd George'a zaproszono min. p. Poincaré'go do Genui. (Lloyd George przeląkł się stanowczego oświadczenia francuskiego premiera w Bar-le-Duc.)

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych skutecznie po najlepszym kursie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE**FILJA W PARYŻU**

Adres telegraficzny : Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)

Telefon : Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 200 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA : WARSZAWA, UL. TRAUĞUTTA 8

Oddziały w Polsce : Białą podlaska, Białystok, Brześć nad Bugiem, Chełm, Drohobycz, Dubno, Garwolin, Grajewo, Grodno, Końskie, Korzec, Kowel, Krzemieniec, Lubartów, Lwów, Łomża, Łuck, Łuków, Luniniec, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Olkusz, Pińsk, Płutusk, Radzyń, Równe, Saray, Siedlce, Stonim, Sokół, Stanisławów, Suwałki, Wilno, Włodzimierz Wołyński, Wołkowysk, Zamość, Zdobunów oraz 4 oddz. miejsk. w Warszawie. Filje w Brukseli i Antwerpii (Belgia) i Rotterdamie (Holandia).

Kasy wypłat : Poznań, Kraków, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kielce, Kutno, Łódź, Lublin, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radom, Radomsk, Sandomierz, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz.

PIERWSZY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że *Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie* przesyła pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 5-7 dniach.

BANK oprocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich. Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować : *Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e).*

Uroczystości Wileńskie

Pociąg specjalny, wiozący przedstawicieli Rządu Polskiego przybył do Wilna dopiero o godz. 11-ej, t. j. z dwugodzinnym opóźnieniem. Opóźnienie to spowodowane zostało pożarem, jaki wybuchł przy torze kolejowym w pobliżu stacji Czeremcha.

Na dworcu ministrów oczekiwali tymczasowa komisja rządząca z gen. Mokrzejcem na czele, delegat rządu Soltan, generalicja, duchowieństwo z biskupem Matulewiczem na czele, przedstawiciele instytucji i organizacji społecznych i. t. p.

Z dworca ministrowie udali się do Ostrej Bramy, gdzie powitali ich przedstawiciele Rady miejskiej oraz licznie zgromadzona publiczność. Do Ostrej Bramy przybył również Naczelnik Państwa, witany entuzjastycznie przez zgromadzonych. Prezydent miasta Bańkowski powitał Naczelnika Państwa przemówieniem, poczem wręczył mu symboliczne klucze miasta.

Następnie Naczelnik Państwa prowadzony przez biskupa Matulewicza udał się do kaplicy. Z Ostrej Bramy Naczelnik Państwa w otoczeniu swity, prymas Dalhor, prezydent ministrów Ponikowski, członkowie komisji rządzącej, przedstawiciele Sejmu ustawodawczego i wileńskiego, duchowieństwa oraz instytucji społecznych udali się do lokalu Tymczasowej Komisji Rządzącej, gdzie nastąpiło podpisanie aktu, przekazującego władzę nad Wileńszczyzną Rzeczypospolitej Polskiej.

Pierwszy przemówił prezes Tymczasowej Komisji Rządzącej gen. Mokrzejcki. W przemówieniu swem streścił gen. historię Litwy Środkowej, stwierdzając, że spełniła ona swoje zadanie, gdyż doprowadziła do świetlanej chwili, której wyrazem jest uroczystość obecna. Następnie gen. Mokrzejcki omówił rezultaty prac Komisji Rządzącej w dziedzinie politycznej, oświatowej, sądownictwa i gospodarczej. Dalej stwierdził, że stosunek władz do narodowości obcych odznaczał się jaknajwiększą życzliwością. Generał podkreślił, że w stosunku do Litwinów Komisja Rządząca kierowała się dobrą wolą. Poruszając stosunek władz do kwestji żydowskiej, generał powiedział : « Co się tyczy żydów, z którymi żyliśmy tu przez setki lat i z którym dzielić tu będziemy złą czy dobrą przyszłość, to nie wątpię ani chwili, że przy dobrych chęciach współzycie to musi wejść na normalne tory, a wiele wymagań żydowskich odnoszących się do praw narodowych żydów, musi znaleźć uwzględnienie ». Wreszcie generał stwierdził jaknajprzychylniejszy stosunek władz do Białorusinów. Omówiwszy sprawę realizowania reformy rolnej wspomnił generał o opiece nad ludnością dawnego pasa przyfrontowego. Poruszając sprawę pasa neutralnego gen. Mokrzejcki położył nacisk na to, że zupełnie przypadkowa linja listopadowego zawieszenia broni, wymuszona przez mocarstwa nie jest bynajmniej identyczna z zachodnią granicą polskości. Końcowy ustęp przemówienia gene-

rała Mokrzejckiego brzmiał : « Chyląc czoło przed majestatem Najjaśniejszej Rzeczypospolitej, w ręce Twoje, Panie Naczelniku, składa Tymczasowa Komisja Rządząca władzę nad tym krajem. Niech żyje Rzeczypospolita Polska! Naczelnik Państwa Józef Piłsudski niech żyje! Rządu Polskiego dostojni przedstawiciele niech żyją! » (Okrzyki : Niech żyją!)

Następnie przemówił Naczelnik Państwa : « Panowie! Stanęliście do pracy w nadzwyczaj ciężkich warunkach. Wymagała ona wysiłków tak wielkich i uporczywości w pracy tak nadzwyczajnej, że szczęśliwy jestem, iż w imieniu Rzeczypospolitej mogę tutaj złożyć podziękowanie generałowi Zeligowskiemu oraz jego dzielny pomocnikom. Doprowadziliście swą pracę do tego, że nadzieje, życzenia i żądania ludności całej swobodnie i bez żadnego nacisku mogły być wyrażone i urzeczywistnione. Za te prace raz jeszcze dziękuję. W imieniu Rzeczypospolitej ogłaszam tymczasowy byt poprzedniego państwa za skończony i wzywam przedstawicieli Komisji Tymczasowej do złożenia aktu do podpisania i rząd polski do przejęcia władzy ».

Przystąpiono do podpisania aktu przejęcia władzy, który brzmi :

« Działo się w Wilnie dnia 18 kwietnia 1922 r. gdy Sejm Ustawodawczy Rzeczypospolitej Polskiej uchwałą z dnia 24-go marca 1922 r. (Dz. Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej. Nr. 20 poz. 1462) przyjął do wiadomości uchwałą Sejmu w Wilnie, jako zgromadzenia przedstawicieli ludności, zapadła w dniu 20-go lutego 1922 r. w przedmiocie przynależności państwowej ziemi Wileńskiej, zatwierdził akt złączenia z Wileńskiej z Rzeczpospolitą Polską z dnia 2-go marca 1922 r. wezwał Rząd Polski, aby objął sprawowanie władzy państwowej ziemi Wileńskiej. Rząd Rzeczypospolitej objął tę władzę, doprowadzając w ten sposób do końca dzieła złączenia Ziemi Wileńskiej z Rzeczpospolitą Polską. Ku upamiętnieniu tej uroczystej chwili dokument niniejszy został sporządzony i przez uczestników uroczystości podpisany ».

Pierwszy podpisał Naczelnik Państwa, następnie prezydent Ponikowski oraz gen. Mokrzejcki, poczem podpisy swoje złożyli ministrowie Rzeczypospolitej, dyrektorowie Komisji Rządzącej, prymas Dalhor, gen. Zeligowski i inni.

Po podpisaniu aktu uczestnicy uroczystości udali się do katedry, gdzie prymas Dalhor zaintonował Te Deum. Podczas nabożeństwa wywieszono na górze zamkowej sztandar Rzeczypospolitej. Równocześnie dano strzały armatnie. Podczas wszystkich uroczystości nieprzebrane tłumy, zebrane na ulicach, i placu Katedralnym, manifestowały na cześć Rzeczypospolitej, Naczelnika Państwa oraz Rządu.

Przejeżdżnym Rodakom Administracja POLONII udziela bezinteresownie wskazówek i informacji we wszystkich kwestiach i sprawach bankowych, przemysłowych, handlowych, konsularnych. Można zgłaszać się codziennie, między godziną 5 a 6 po południu.

Rozwój Sokola w Lallaing

Do najbardziej ruchliwych gniazd sokolich w północnej Francji, zaliczyć należy Sokola w Lallaing, a w każdym bądź razie jego oddział Piłki nożnej, pozostający pod umiejętnym i sprężystym kierownictwem dzielnego naczelnika tego gniazda, druha Jana Molka. Oddział ten cieszy się już w całej okolicy prawdziwą sławą, a ostatni mecz, jaki był rozegrany z najlepszym oddziałem sokola francuskiego dał wynik aż nadto wymowny o dzielności naszych sokolów w Lallaing, albowiem był 10 na 0.

Nie pomagają wysokie nagrody, jakie są wyznaczone za pobicie tej dzielnej drużyny z Lallaing i stale prowadzi ona walkę na terenie bramki nieprzyjacielskiej. To też słusznie należy się uznanie i powinszowanie dla jej kapitana Jana Brzozowskiego, bramkarza Józefa Próchnickiego (narzekającego stale na bezczynność), oraz druhów : W. Golika, Kaczki, Nowaka, Golika Józefa, Osińskiego, Matuszewskiego, W. Jankowskiego, Bochińskiego i Jankowskiego Kazimierza.

Drużynę Piłki nożnej w Lallaing słusznie można uznać za pierwszą drużynę polską, dopóki nie zostanie pokonana przez inną, która powinna drużynę w Lallaing wyzwać i stoczyć walkę o pierwszeństwo, o to przynajmniej Sokół w Lallaing prosi inne gniazda.

Czy i kiedy Sokół paryski na ten krok się odważy?

Program obchodu Konstytucji 3 Maja w Lallaing w dn. 7 maja

Obchód odbędzie się w sali p. Lestienne Lenoir, o godz. 4 po południu z następującym programem.

1. Od godz. 4 do 5 i pół przyjmowanie Towarzystw oraz koncert orkiestry polskiej z Lallaing pod kierownictwem p. Mikulskiego.
2. Uroczyste powitanie Towarzystw i gości przez prezesa miejscowego. Odegranie hymnu narodowego.
3. Odczyt o Konstytucji 3 Maja przez korespondenta *Polonii*, p. Bielskiego.
4. Występ Koła Śpiewackiego z Lallaing imienia Józefa Piłsudskiego, oraz wszystkich kół śpiewackich, które się zgłosiły.
5. Przemówienia przesów z innych miejscowości.
6. Dalsza zabawa i tańce.

Zarząd Filji Z. R. P. we Francji.

77 Ciągnięcie Miljonówki
z d. 15 kwietnia
Z koła wyszedł numer
4.589.735

Metoda rugów pruskich w Gdańsku

Wobec niepokojących wiadomości, że akcja wydalania przez władze gdańskie obywateli polskich z obszaru w. m. po znanym orzeczeniu wysokiego komisarza Ligi Narodów gen. Hakinga przybiera rozmiary coraz szersze, przedstawiciel PAT. zwrócił się do gen. komisarza Rzeczypospolitej Polskiej w Gdańsku p. Plucińskiego z prośbą o przedstawienie obecnego stanu rzeczy, przyczyn oraz skutków. Jakże dalsze wahania mogą za sobą pociągnąć.

Z odpowiedzi p. komisarza gen. wynika, że to, co prasa polska ogłasza, stanowi jedynie część ogólnie sumy wydalania. Od niespełna roku gen. komisarz polski interwenjował w około 100 wypadkach podobnych. Celem te odpowiedzi, jak wielką musi być ogólna suma wydalania. Zagwarantowanego Polsce dostępu do morza i gospodarstwa korzystania z niego w zrozumieniu traktatu pokojowego i konwencji polsko-gdańskiej nie można ograniczyć do zwyczajnego prawa przewozu i przejazdu.

Tymczasem władze gdańskie kwestionują nawet prawo przejazdu obywateli polskich przez terytorjum Gdańska, o czem świadczyć mogą liczne wypadki. Choćbyśmy się chcieli ograniczyć tylko do bezstronnej interpretacji wyłącznie pojęcia swobodnego dostępu do morza, to już z tej interpretacji wynika, że postępowanie władz gdańskich jest bezprawne. Lecz postanowienia traktatu pokojowego oraz konwencji polsko-gdańskiej, niechęć pozostawiać w tej mierze nawet cienia wątpliwości, idą dalej.

Zarówno traktat wersalski, jak i konwencja polsko-gdańska zajmują się wyraźnie uprawnieniami obywateli polskich i głoszą, że w prowadzaniu i administracji w. m. nie będą czynne żadne różnice na niekorzyść obywateli polskich, lub innych osób pochodzenia lub języka polskiego. (Art. 33 konwencji i art. 104 traktatu wersalskiego.) Rząd gdański dowolnie interpretuje powyższe przepisy, twierdząc, że wynika z nich jedynie obowiązek, aby Gdańsk traktował obywateli polskich nie gorzej, aniżeli cudzoziemców.

Bezpodstawność tej interpretacji wynika z listu delegacji gdańskiej wystosowanego w czasie redagowania konwencji polsko-gdańskiej w Paryżu do prezydenta rady ambasadorów Cambona. W liście tym delegacja gdańska w brzmieniu odnośnych art. zrównała obywateli polskich z obywatelami gdańskimi nawet pod względem praw politycznych. Bezpodstawność interpretacji gdańskiej stwierdza ponadto odpowiedź Cambona z dnia 6-go lutego 1920.

Akcja wydalania obywateli polskich z Gdańska skierowana jest w pierwszym rzędzie przeciw polskiemu kupcom, przemysłowcom i personelowi handlowemu. W tej dziedzinie art. 39 umowy

gospodarczej polsko-gdańskiej z paźdz. r. z. postanawia, że obywatele jednej strony osiadli na obszarze drugiej strony korzystają w zakresie handlu i przemysłu pod każdym względem z tych samych praw, co i obywatele tejże strony. Art. 40 głó i, że kupcom, fabrykantom, przemysłowcom i rzemieślnikom oraz osobom innych procederów, posiadającym obywatelstwo polskie oraz legitymacje, wystawione przez władze własnego kraju i stwierdzające uprawnienie do wykonywania swojego zawodu w kraju, w którym mieszkają, wolno na obszarze drugiej strony zakupywać towary lub ubiegać się o zamówienia bądź to osobiście, bądź też za pośrednictwem zatrudnionych przez siebie innych osób, będących obywatelami Polski lub Gdańska.

W praktyce postępuje Gdańsk wręcz przeciwnie. Jego interpretacja odnośnych art. umów jest zaprzeczeniem i unicestwieniem prawa Polski dostępu do morza. Decyzja gen. Hakinga w sprawie p. Haringa, która zabiera prawo Gdańska do wydalania obywateli polskich.

Jedynie w praktycznym zastosowaniu procedury wydalania przyznawane są pewne ulgi umożliwiające rządowi polskiemu wniesienie sprzeciwu ze skutkiem odraczalnym aż do wyczerpania w każdym poszczególnym wypadku drogi arbitrażu. Jednak nawet to drobne złagodzenie uznał wysoki komisarz za akt kurtuazji, przyznając Gdańskowi zasadniczo nieograniczone prawo wydalania.

Z tych przyczyn wniósł rząd polski przeciwko wspomnianej decyzji odwołanie do Rady Ligi Narodów. Jak wspomniana wyżej kurtuazja wygląda, świadczy najlepiej fakt, że po zapadnięciu decyzji wys. kom. wydalania obywateli polskich z Gdańska jest obecnie najważniejszym problemem polsko-gdańskim. Od jego rozwiązania zależy w znacznej mierze stosunek pomiędzy obu krajami.

Na razie jednak faktem jest, że senat w. m. stosuje wydalania obywateli polskich tak samo, jak stosowano wydalania w pruskich czasach przedwojennych. Władze gdańskie nie stosują się nawet do decyzji wys. komisarza, uważając ją jeszcze za nieprawomocną i z tych względów sytuacja zaostrzyła się znacznie a opinia publiczna w Polsce jest do tego stopnia zaniepokojona, iż rząd polski nie będzie mógł poprzestać na przedsięwziętych dotąd przez siebie krokach.

Nie myślę tu o zawieszeniu przyjętych przez Polskę zobowiązań, ale mam na myśli daleko idące ograniczenia i obostrzenia, mianowicie wówczas, gdy obywatele Gdańska udają się z obszaru państwa polskiego celem wyjazdu zagranicę.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych pasek.

Kto może jechać teraz do Ameryki

Wobec całkowitego wyczerpania polskiego kontyngentu emigrantów, określonego prawem z dnia 19 marca 1921 roku na 30 tysięcy, udawać się do Stanów Zjednoczonych Ameryki Północnej mogą tylko osoby ograniczeniami emigracyjnymi nie objęte, a mianowicie:

1. Żony do mężów, obywateli amerykańskich.
2. Dzieci do rodziców, obywateli amerykańskich, przyczem chłopcy nie mogą przekraczać 18 lat wieku, a dziewczyny — 21.
3. Reemigranci, wracający do Ameryki przed upływem 6-ciu miesięcy od chwili wyjazdu stamtąd.

4. Służące, mające umowę rejentalną z obywatelami amerykańskimi.

5. Członkowie rodzin wraz z rodziną, personelem urzędniczym i służbą.

6. Ludzie, wyjeżdżający do Stanów Zjednoczonych na pewien określony czas dla przyjemności lub interesu.

7. Ludzie, należący do tak zwanych wolnych zawodów, to jest duchowni wszystkich wyznań, lekarze, technicy, adwokaci, dziennikarze i t. p. o ile udowodnią, że zostali zaangażowani na posadę w Stanach Zjednoczonych.

Po wizę należy się zgłaszać osobiście do konsulatu amerykańskiego.

W sprawie tłumaczeń, legalizacji i t. d.

Podaje się do wiadomości Sz. Rodaków, że dla zawarcia małżeństwa, uzyskania rozwodu, wpisu do szkół francuskich, naturalizacji, zawierania kontraktów, wydawania pełnomocnictw i t. p. aktów oficjalnych, należy podług prawa francuskiego przedstawiać tłumaczenia urzędowe, wykonane jedynie przez tłumacza przysięgłego francuskiego, a nie przez inne organy, których tłumaczenia, zresztą bardzo drogie, są często odrzucane przez władze francuskie, jako błędne i nieprawne, co zmusza interesowanych do ponownego tłumaczenia przez tłumacza przysięgłego i naraża ich na dużą stratę czasu i pieniędzy.

Polonia podejmuje się nie tylko wszelkich tłumaczeń urzędowych, wykonanych szybko i po cenach bardzo umiarkowanych przez przysięgłego tłumacza przy Trybunale Paryskim, ale i wszelkich kroków i formalności (legalizacji) u wszystkich władz francuskich w sprawach wyżej wymienionych.

Każde tłumaczenie na papierze stemplowym od arkusza 27 fr.
Dla robotników po stwierdzeniu ich niezamieszalności 15 fr.

A. ROLICZ.

Z Szanghaju

(Od własnego korespondenta.)

W końcu lutego, najnie spodziewanej, w tujejszym Konsulacie polskim otrzymano wiadomość o zamknięciu jego z dniem 1 marca r. b. Natychmiast przystąpiono do likwidacji — i oto jesteśmy znowu bez opieki. Szanghaj przyłączony obecnie został do charbińskiego okręgu konsularnego, dokąd też został translokowany tujejszy konsul, p. Pindor.

Ze wobec zmniejszenia się liczby Polaków w Szanghaju i złego stanu finansów polskich wogóle, utrzymanie tej placówki było zbyt ciężkie, zgodzić się można. Byłoby jednak lepiej, gdyby jej wcale nie otwierano — lub trzeba było urządzić konsulat lub agenturę honorową, bez wydatku dla państwa.

Takie pojawienie się i zniknięcie konsulatu polskiego źle wpływa na znaczenie i powagę państwa, źle robi wrażenie na stosunki handlowe i podkopuje ufność w solidną trwałość Rzeczypospolitej. Rosjanie, Niemcy, a za nimi inni, szerzą wciąż złośliwe wieści o sezonowości naszej egzystencji — i oto, tylko co otwarte biuro się zjawia i przedstawiciel Polski znika z horyzontu.

Za to przedstawiciel Niemiec już się zjawil;

austriackiego oczekują, a rosyjski pod nową etykietą pomocnika chińskiego do spraw rosyjskich, w tym samym co dawniej pałacu, pod tą samą flagą i w tych samych osobach, pełni nadal swą czynność. Wszystko się w Rosji zmieniło — nie zmienili się tylko konsulowie w Chinach. Ci zostali od czasów carskich, zgodzili się na Wremennoje Prawo i t. o., potem na Koczaka, nareszcie zostali przedstawicielami nie wiadomo czyjemi.

Ostatecznie, gdy Chiny zażądały ich usunięcia się i pozbawiły Rosjan eksterytorjalności i przedstawicielstwa nieistniejącego rządu, oni przeszli na służbę Chin in Corpore i czują się doskonale. Nawet, zdaje się, wynagrodzenie pobierają większe niż dawniej. Niemcy zgodzili się też na skasowanie praw eksterytorjalnych i zawarli z Chinami traktat. Mają sobie zwrócone budynki konsularne i inne skonfiskowane swego czasu majątki ruchome i nieruchome, mają uznanych przed rząd chiński przedstawicieli i wzięli się do handlu, importu i eksportu z całą energią. Towary niemieckie pojawiły się w wielkich ilościach. Nawet, co najciekawsze, Niemcy przywieźli towar polski z markami łódzkimi i sprzedają go za swój!

A my? — My nie robimy nic. Żadnego kroku zbliżenia się do tego olbrzymiego rynku; nie zawieramy traktatu, nie staramy się o rozszerzenie stosunków handlowych. My do tego czasu nie mamy nawet ustanowionej komunikacji pocztowej. Jeśli by kto nawet chciał, to nie może przesłać do Polski pieniędzy, akredytywu lub przekazu pocztowego.

Byli tu różni komisarze rządu polskiego, jeździli po Chinach ze swiata, przejeżdżali pewnie, licząc na marki, miljardy i nie zrobili nic.

Tymczasem kwestja eksterytorjalności nie jest znowu tak straszna, jak się to zdawać może. Prawda, być narażonym na stosunki z chińską justycją, opartą na widzimisię urzędników (przekupnych i stronnych), mających przytem pociąg do systemów inkwizycyjnych i mających o prawie pojęcie średniowieczne — przyjemnym to nie jest.

Jednakże, dlatego, żeby prowadzić z Chińczykami interes handlowy, zupełnie nie potrzeba jeździć do miejscowości leżących poza koncesjami europejskimi.

Następnie, nawet podróż po Chinach bez eksterytorjalności, ale za zezwoleniem władz, z odpowiednim paszportem i t. p. nie jest tak straszna, zależy tylko głównie od tego kto, gdzie, poco i jak jedzie.

Jeżeli uda się w podróż człowiek pewny, serjo w interesie uczciwym i będzie się prowadził porządnie z godnością, może być pewien, że włos mu z głowy nie spadnie.

Jeżeli zaś «podróżnik» taki zajmie się sprawami mniej czystej natury, jak opium, handel żywym towarem, wyszynk, ruletka i t. p. sztuki łamane — i przytem będzie jeszcze obchodził się z Chińczykami opryskliwie, lub starał się ich oszukać, lub nadużyje zaufania, to nie dziwnego, że może się spotkać z bambusem, klatką i innymi przyjemnościami procedury karnej chińskiej.

(Ciąg dalszy nastąpi.)

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

Strejk stróżów i dozorców kamienicznych w Warszawie.

W siedzibie teatru Powszechnego na rogu Leżna i Żelaznej odbył się wiec dozorców domowych, zwołany przez zblokowane związki tych dozorców.

Kierownicy związku zdawali sprawę z przebiegu rokowań u komisarza rządu i stwierdzili, że strejk trwa od 26 marca, nawoływali do obstawiania przy wystawionych żądaniach.

Zebrani w liczbie około 7000, stróże uchwalili: domagać się od rządu cofnięcia kar administracyjnych, nakładanych na dozorców za nieczystości podczas strejku, trwać w strejku, obostrzyć go i złożyć całą odpowiedzialność na kamieniczników za następstwa jakie mogą wyniknąć.

Lichwa mieszkaniowa na Podhalu.

Z Witowa pod Czarnym Dunajcem piszą, że na całym Podhalu szerzy się niebываła orgja drożyny mieszkaniowej. Już obecnie górale nietylko w Zakopanem, ale na całym Podhalu wyrubowali ceny mieszkań do zawrotnej wysokości. Cena od 20—50.000 mkp. miesięcznie za 1 lub 2 pokoje z kuchnią.

Rocznica Mickiewicza.

W bieżącym roku przypada setna rocznica wydania pierwszego tomu poezji Mickiewicza (Wilno 1822). Z tego powodu młodzież uniwersytecka w Poznaniu urządza uroczysty obchód w dniu 3 maja, łącząc go z obchodem Konstytucji 3 Maja. Na uroczystość tę przybędzie Władysław Mickiewicz z Paryża.

Strejk w teatrach miejskich we Lwowie.

Wskutek nieporozumienia między komisją teatralną a lwowską grupą związku artystów scen polskich wybuchł na tle ekonomicznym ostry konflikt, który grozi wybuchem strejku we wszystkich trzech teatrach miejskich. Na zgromadzeniu miejskiego koła związku postanowiono zażądać podwyżki płac o 50 proc

Drugi «Targ Wschodni» we Lwowie.

Drugi międzynarodowy «Targ Wschodni» we Lwowie będzie otwarty dn. 5 września r. b. i będzie trwał przez 10 dni, t. j. do 15. Przypominamy naszym czytelnikom, że «Targ» zeszłoroczny dał imponujące rezultaty, a mianowicie, było przeszło 1500 firm wystawiających, Targ zajmował powierzchnię 25.000 metr. kw., pół miliona osób zwiedzających; obroty handlowe, dokonane na «Targu», doszły do olbrzymiej sumy, 26 miliardów mkp.

Dymisja min. wojny Sosnkowskiego.

Min wojny Sosnkowski podał się do dymisji. Powodem tego kroku było niedoświadczenie do porozumienia z ministrem skarbu Michalskim w sprawie uregulowania płac oficerskich.

Dyplom honorowego obywatelstwa m. Wilna dla Naczelnika Państwa.

Podczas uroczystości prezydenta miasta Wilna Bańkowski wręczył p. Naczelnikowi Państwa dyplom obywatelstwa honorowego treści następującej:

Marszałkowi Józefowi Piłsudskiemu nadaje Rada Miasta Wilna niniejszem obywatelstwo honorowe miasta Wilna w myśl uchwały powziętej na posiedzeniu dnia 14 kwietnia 1921 r. na wniosek następujący:

«Wobec zbliżającej się drugiej rocznicy wkroczenia do miasta naszego Wojsk Polskich, które przed dwoma laty 19 kwietnia wysiłkiem bohaterским wypędziły wroga i przyniosły nam wyzwolenie z pod obcej przemocy, Rada miejska m. Wilna chcąc fakt ten niezapomniany na wieczne czasy w kronikach miejskich zapisać i uczcić zasługę żołnierza polskiego składając hołd Naczelnemu Wodzowi, nadaje godność Obywatela Honorowego miasta Wilna Marszałkowi Polski Józefowi Piłsudskiemu, Wodzowi naczelnemu Wojsk Polskich i Naczelnikowi Państwa Polskiego.»

OFIARY

Na tablicę pamiątkową Juljusza Słowackiego.

Złożyli w adm. *Polonii*: pp. Pobóg-Masson z Paryża 50 fr. i D-rowsa Rossignol z Arcueil-Cachau 5 fr., razem 55 fr.

POLSKA KRAJOWA KASA POŻYCZKOWA

(CAISSE TERRITORIALE POLONAISE DES PRÊTS)

STAN RACHUNKÓW

na dzień 31 marca 1922.

SITUATION

au 31 mars 1922.

A K T Y W A — A C T I F.

Warszawa i Oddziały — Varsovie et Succursales	Marki polskie Marcs polonais	Zmiany od ostatniego wykazu Changements depuis la dernière situation
1. Zapas kruszcu — Encaisse métallique au pair:		
Złoto — Or	28.954.738.89	
Srebro — Argent	43.449.956.26	
Bilon zagraniczny — Billon étranger	1.283.704.49	73.688.399.63 + 389.370.72
2. Waluty zagraniczne — Monnaies étrangères au pair	132.124.446.32	+ 14.780.839.43
3. Rach. zagranicz. Nostro — Disponibilités à l'étranger au pair	35.138.207.09	— 114.323.505.89
4. Banki niemieckie — Avoir chez les banques allemandes au pair	414.075.078.65	+ 234.816.—
5. Portfel wekslowy — Effets escomptés	25.451.052.061.11	+ 709.592.987.45
6. Pożyczki na zastaw — Avances sur nantissement	25.473.299.557.06	+ 448.478.314.10
7. Dług Skarbu Państwa — Avances à l'Etat	232.100.000.000.—	— 1.000.000.000.—
8. Papiery własne — Titres en portefeuille	3.355.707.526.48	+ 1.039.113.48
9. Inne Aktywa — Divers actifs	44.545.953.938.16	+ 2.130.220.886.58
Ogółem — Total de l'actif	331.581.039.214.70	

P A S Y W A — P A S S I F.

1. Fundusz rezerwowy — Fonds de réserve	11.331.996.993.71	— sans changement
2. Obieg banknotów — Billets en circulation	250.665.463.747.—	+ 1.414.515.321.50
3. Rachunki żyrowe i natychmiast — Comptes de virements et miast płatne zobowiązania — ordres de paiement à effecteur	66.999.184.313.74	+ 480.384.380.06
4. Inne Pasywa — Divers passifs	2.584.394.160.25	+ 290.557.420.25
Ogółem — Total du passif	331.581.039.214.70	

Naczelny Dyrektor — Le Directeur Général

(—) *Bigo.*

Dyrektor Centralnej Księgowosci — Le Chef Comptable

(—) *Rybiński.*

1. Stopa dyskontowa — Taux d'escompte	7 %
2. Stopa procent. od lombardu papierów wartościowych — Taux pour avances sur nantissement	8 %
3. Stopa procent. od lombardu pożyczek państw. — Taux pour avances sur Emprunts de l'Etat	5 1/2 %

Wiadomości Telegraficzne

« Agence » Telegraphique de l'Est « Ajencia Telegraficzna Wschodnia » 12, rue du Helder.

• Hece niemieckie na Górnym Śląsku.

Z wiarogodnego źródła donoszą, że do Gliwic przybył pociąg niemiecki naładowany bronią i amunicją. Cały ten ładunek został złożony w pobliżu fabryk. Według powszechnego zdania Niemcy czynią przygotowania do wywołania ruchów, by potem rzucić całą odpowiedzialność na Polaków, a równocześnie pozwolić Orgeschowi na wystąpienie. Ludność polska mimo tych prowokacji niemieckich zachowuje zimną krew.

• Po zabójstwie d-ra Styczyńskiego.

W ubiegłą sobotę kolejarze wszystkich linii kolejowych na Górnym Śląsku na znak protestu przeciw zamordowaniu przez Niemców d-ra Styczyńskiego, strejkowali przez przeciąg jednej godziny w południe.

• Danina narodowa.

Według komunikatu urzędowego Danina Narodowa po dzień 15 kwietnia przyniosła 38 miliardów mkp., to jest 45% ogólnej sumy daniny, przewidzianej przez budżet na rok 1922.

• Posłowie zagraniczni w Krakowie.

Posłowie zagraniczni bawili w Krakowie, podejmowani na licznych przyjęciach. W uroczystościach brał udział gen. Dupont, szef misji wojskowej francuskiej w Polsce.

• Ostatnie zamachy niemieckie na Górnym Śląsku.

Według doniesień z Warszawy położenie na G. Śląsku pogarsza się. Zamachy Orgeschu mnożą się z dnia na dzień. W ostatni wtorek Niemcy zamordowali na dworcu w Bytomiu funkcjonariusza policji plebiscytowej, Nowaka. Współ-

pracownik jednego z pism polskich, Klimas, został oślepiiony zapomocą kwasu siarczanego.

• Pogrzeb d-ra Styczyńskiego.

Pogrzeb d-ra Styczyńskiego, zamordowanego przez Niemców w Gliwicach, odbył się w Poznaniu we wtorek wśród udziału olbrzymich tłumów publiczności.

NEKROLOGJA

Ś. p. Eugenjusz Małaczewski

Dnia 19 b. m. zmarł w Zakopanem Eugenjusz Małaczewski, nadzieja — a razem już i chluba polskiego piśmiennictwa. Małaczewski urodził się i wychował w Rosji. Jako oficer przechodził całą gehennę przewrotu bolszewickiego, wśród straszliwych trudności przedzierał się na Murman. Dalekiemi, okreźnemi drogami przedzierał się do Ojczyzny. Tutaj pozostaje w armii aż do końca wojny.

Nie rozstając się z szablą chwytła jednocześnie za pióro i w szeregu utworów prozaicznych — w rodzaju noweli pisanych — daje obrazy głęboko ujęte, żywe, jędrne i pełne poetyckiego czaru, o ile na to pozwalał sam dobór tematów i zamiłowanie Małaczewskiego do scen okropnych. Nic zresztą dziwnego — zapiekła się i przepaliła krew w sercu, które przeżyć musiało to, co przeżył Małaczewski.

W krótkim swym życiu, które podcięła nieuleczalna choroba piersiowa, wydał tylko jeden tom nowel — szkiców p. t. «Koń na wzgórze». Krytyka i publiczność przyjęła tę książkę z entuzjazmem. Prócz tego drukował Małaczewski wiele wierszy po czasopiśmie.

Literatura polska utraciła w Małaczewskim jednego z tych najmłodszych swych bojowników, któremu rokować miała prawo wielką przyszłość.

Ś. p. Eugenjusz Małaczewski liczył 26 rok życia.

DENTYSTA POLAK

STEFAN MENDRYS, 32 place ST. GEORGES, 32
(Nord-Sud St. Georges)
wykonywa po cenach umiarkowanych wszelkie
operacje dentystyczne.
Przyjmuje od 9—12 i od 2—7. W niedziele
i święta tylko od 9—12.

Dla pracujących w biurach i magazynach
w godzinach pozabiurowych za zawiadomieniem

Tel. Trudaine 54-68.

SAVOYS SOUPERS

OBIADY — KOLACJE

Open all night. Ouvert toute la nuit.
:: Otwarte całą noc. ::
Orkiestra cygańska-Tańce-Spiewy.
OBIADY à prix fixe i à la carte
z winem i kawą po 18 franków.
Dyrektor CHARLY. 73 rue Pigalle.

5 domków nowiutkich bliźniaczych

murowanych, pokrytych dachówką,
ze stajenkami, stodołkami itd. Każda
połówka o 3 pokojach i kuchni, a z
dwoma morgami ogrodowej roli, tuż
pod miastem Gniezmem przy szosie,
do nabycia po 2 miliony polskich
marek (5700 frank.). — Zgłoszenia pod
adrem: OSADA, Tow. Akc. budo-
wowy domów w Gnieźnie (Pologne).

KRONIKA

◊ Wiadomości kościelne.

Dnia 30 b. m. odbędzie się msza święta z ka-
zaniem polskiem w Assomption, o godz. 12-tej.
Tegoż samego dnia po południu dokona wizyty
pasterskiej zakładu św. Kazimierza J. E. kardyna-
ła Dubois. — Nabożeństwo majowe w kaplicy
św. Kazimierza rozpoczynać się będzie każdego
dnia, o godz. 7 wieczorem.

Dnia 3 maja odbędzie się w katedrze «Notre
Dame» konsekracja biskupa M-gr Chaptal, jako
pasterza dla wszystkich katolików cudzoziem-
ców w Paryżu.

◊ Wanda Landowska i Marja Barrientos.

Niezwykła uroczystość artystyczna gotuje się
na miesiąc maj. Dnia 2, 5 i 9 tego miesiąca od-
będą się w teatrze «Champs Elysées» trzy festi-
wale starej muzyki, każdy w swoim rodzaju nie-
pospolicie interesujący; między innymi Marja
Barrientos — pierwsza bezsprzecznie śpiewaczka
doby obecnej — wykona szereg przepięknych
pieśni ludowych polskich, odnalezionych i zhar-
monizowanych przez Wandę Landowską, która
z kolei odegra szereg utworów muzyki XVIII i
XVII w. Nie potrzebujemy dodawać, że te wy-
jątkowe, ze względu na sławę obu artystek i do-
bór programu koncerty wzbudziły nadzwyczaj-
ne zainteresowanie w szerokich kołach pary-
skich melomanów.

◊ List do Redakcji.

Otrzymujemy następujący list z prośbą o umie-
szczenie:

Szanowny Panie!

«Poczuwam się do obowiązku podziękowania
gorąco p. Kozakiewiczowi za to, że uproszony
przezemnie postarał się o zainteresowanie fran-
cuskiej publiczności naszym narodowym obcho-
dem ku czci Juliusza Słowackiego i w imieniu
towarzystwa France-Pologne ozdobił grób poety
pięknymi kwiatami.

«Ponieważ czysty dochód z uroczystości Słow-
ackiego w dniu 22 b. m. jest bardzo niewielki,
bo ci z Rodaków, co przyszli, dali tyle, ile dać
mogli, a ci, co nie przyszli, nie dali, składam
na korzyść uchodźców z Rosji 50 fr.

Na tablicę pamiątkową dla poety otrzymałam
od przyjaciółki Francuzki 5 fr., dokładam więc
do tej sumy z moich drobnych oszczędności
jeszcze 50 fr. mając nadzieję, że Polonia otworzy
na ten cel listę składek i że wkrótce będziemy
mogli godnie, chociaż skromnie uczcić pamięć
wielkiego wieszca.

Racz przyjąć et c.

St. Pobóg-Masson.

POLSKA FABRYKA MEBLI

Artystycznych we wszystkich
STYLACH

Małachowski

45 i 47 rue de Reuilly — Paryż (XII^e)
(métro Reuilly)

Wielki wybór na składzie.

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski
w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS
(koło nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.

[Modele pierwszorzędných domów.
Przechowywanie i przerabianie futer.
Ceny umiarkowane, w sezonie letnim
znacznie niższe.

50 franków za znalezienie miejsca dla
KOŁODZIEJA (Stelmacha)

na folwarku lub większej własności ziemskiej
(pracuje jako majster lub czeladnik
w Alzacji lub Lotaryngji.

(Za dalszą korespond. z wrot za koszta po 5 fr.)
Władysław Koza, chez M-r Michel Henon à
Etinehem par Bray s. Somme (Somme).

EXPORT-UNION

KONCESJONARJUSZE FABRYK

26, rue Richer w Paryżu — Tel. { Louvre 04-74
Bergère 38-98
56-58, Allées de Meilhan w Marsylii — Tel. 42-25

PRODUKTY CHEMICZNE

dla przemysłu: lakierniczego, malarskiego,
kautczukowego, papeteryjnego, blicharskiego.

Siarka, Boraks, Gumy Lakowe,
Skoncentrowany Siarek Sodowy, Wyciąg
Kompesowowy, Alun Chromowy,
Dwuchromian Sodowy.

◊ Poszukuje się.

P. Czesław Grodzki w Noeux-le-Mines (Pas de
Calais), Fossé nr. 4 poszukuje swego brata, Wła-
dysława Grodzkiego, z którym przybył do Toul
w r. 1920.

◊ Z muzyki polskiej.

W serji koncertów, urządzanych w teatrze
Caumartin pod dyrekcją Włodzimierza Gol-
schmana, na koncercie, który się odbył w piątek,
d. 31 marca znany kompozytor p. Aleksander
Tansman odegrał swego układu *Album Polskie*,
a mianowicie *Oberka Dumkę, Kujawiaka, Kapryś*
i *Piosnkę żołnierską*.

◊ Odczyty o psychoanalizie.

W Szkole Nauk Politycznych (16. rue de la
Sorbonne) odbywa się cykl konferencji o psy-
choanalizie, wygłaszanych przez p. Sokolnicką,
b. asystantkę słynnego uczonego prof. Freunda.
Pierwsza konferencja, poświęcona była wpro-
wadzeniu w teorię Freunda i jego metody psy-
choanalizy, następną freundowskiej teorii snu.
Trzecia konferencja w dniu 4 maja poświęcona
zostanie *newrozje*, czwarta 11 maja Zastosowa-
niu psychoanalizy do innych umiejętności
Odczyty odbywają się o godz. 5-ej popołudniu,
wstęp na jeden odczyt wynosi 3 i 5 fr.

IMPRIMERIE LEVÉ

71, rue de Rennes. — Tél.: Saxe 03-45

Wykonywuje wszelkie druki polskie:
Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe.
Brozury. Formularze. Zaproszenia.
Książki, etc. etc.

Na ządanie, przeprowadza sama korektę polską

POLKA inteligentna poszu-
kuje miejsca jako gu-
wernatka lub do pro-
wadzenia gospodarstwa domowego. — — —

:: Zgłoszenia do Polonii dla J. O. ::

Restauracja "AU CANETON"

Paryż, 3, rue de la Bourse.
Tel. Gutenberg 22-85.

Najlepsza w Paryżu kuchnia
francuska, słowiańska i wschodnia
pod dyrekcją szefa Francuza i p. Simonjana,
b. rządcy hotelu Orient w Tyflisie.

RENAULT i S-ka,

właściciele hotelu FRANCJA w Petersburgu.
Piwnica zaopatrzona w wyborowe wina.

Compagnie Générale Transatlantique

PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki

dla podróżujących I^{ej},
II^{ej} i III^{ej} klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Bliższych informacji udziela Biuro

6, Rue Auber, PARIS

CAFÉ DE LA ROTONDE Rendez-vous
105, boulevard Artystów Ma-
larzy, Rzeźbiarzy, Muzyków,
Montparnasse Literatów Polskich i polskiej
Téléph. Saxe 26-82. Młodzieży uniwersyteckiej.

GABINET LEKARSKI

Doktora Massonnet'a

50, RUE DE CHATEAU-LANDON — PARYŻ
(métro Aubervilliers)

Choroby ogólne i choroby krwi

CHOROBY KOBIECE

Codziennie od 1 do 3 i od 8 do 9 wieczorem
oraz na Rendez-Vous listownie zamówione

RYNEK PIENIĘŻNY

Paryż, dnia 26 kwietnia 1922.

Funty angielskie.....	47 fr. 98
Dolary amerykańskie.....	10 fr. 84
Franki belg.....	91 3/4
Franki szwajc.....	2 fr. 11
Marki niem.....	3 37/42
Korony czeskie.....	—
Leje rumuńskie.....	7 1/2
Korony austr.....	5/32
Liry włoskie.....	57 7/8
Marki polskie:	
Banknoty.....	0.30
Czeki na Warszawę.....	0.271/2—0.291/2
Tysiąc marek polskich..	2 fr. 90